de la Vème République, il est un torchon de papier derrière lequel tout le monde s'abrite, qui fixe les regards pour les détourner des réels problèmes posés par la crise du régime et les luttes ouvrières.

De même que Mitterrand s'est moqué de la rédaction du programme du PS – fait par le CERES – (pourquoi pas le PSU ?), il se soucie peu du programme signé avec le PC. Et pourtant le PC a capitulé au maximum de ce qu'il pouvait : il l'avait même fait au préalable en rédigeant son propre programme orange, édulcoré, dans l'espoir de se mettre d'accord avec le PS, il l'a fait encore dans le programme commun (Europe, Alliance Atlantique; Institutions, Alternance de gouvernement...). Un double aspect du programme commun est qu'il est non seulement un marche-pied pour le PS *mais aussi un facteur d'évolution du PC lui-même*. Qu'une certaine base du PC et qu'une certaine clientèle électorale de celui-ci se tourne vers le PS n'est pas surprenant étant donné la politique de la direction du PC : cela produit ainsi un phénomène de distorsion (notamment par rapport à l'URSS) qu'il n'est pas négligeable de souligner et en tout cas, c'est un phénomène que Mitterrand souhaite utiliser pour intégrer plus encore le PCF dans la « vie politique française classique ».

D'autres camarades expliquent que ce n'est pas le programme commun mais la dynamique qu'il y a derrière : certes mais cette dynamique existe autrement, depuis mai 68, elle s'est développée autour des luttes ouvrières et en la cantonnant sur le terrain électoral le programme commun s'efforce d'aiguiller cette dynamique potentielle vers une impasse parlementaire. Encore une fois, le « oui au programme commun, non aux *actions* communes » du PS est là pour en témoigner. C'est même la raison d'un certain scepticisme dans les entreprises vis à vis de ce programme, c'est la raison pour laquelle le PCF mobilise (de façon limitée) pour donner le change. Nous critiquons l'alliance tout comme son contenu : nous dénonçons l'impasse et le leurre que représente le terrain électoral, légal, du programme commun.

Edgar Faure, ministre en exercice du gouvernement Pompidou-Messmer, fait lui-même – tandis qu'un comparse, Grandval, se prononce pour le SMIC à 1000 F et la retraite à 60 ans « pour ceux qui la veulent » – l'analyse du programme commun de la manière suivante :

N.O. : On ne peut tout de même pas soutenir sérieusement que la gauche et la majorité c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » ?

E.F. : Non, mais je crois qu'un gouvernement de la gauche unie serait relativement centriste. Dans le programme commun d'ailleurs, il n'y a pas d'extravagances notables. Certes, la vitrine se veut très alléchante, mais c'est la loi du genre. Et on sait d'avance que toutes les propositions ne seront pas appliquées si la gauche arrive au pouvoir. Prenons la réforme du droit de licenciement, par exemple. Mon ministère prépare un projet dont la gauche dira qu'il n'est pas suffisamment audacieux. Dans son programme, elle affirme, grosso modo, que les patrons ne pourront licencier leurs employés qu'après les avoir recasés. C'est très joli. Seulement voilà : c'est innapplicable dans une économie de marché. On ne peut obliger un employeur à garder des salariés quand son affaire périclite.

Il y a donc dans ce programme commun quelques projets irréalisables, comme il y en a dans tout programme électoral. Cela dit, j'y décèle un goût du compromis, de la conciliation. Donc du centrisme. Regardez les nationalisations. Même si elles risquent de coûter fort cher, elle sont finalement limitées et pas plus impressionnantes que celles de la Libération. Je crois donc, comme Monsieur Giscard d'Estaing, qu'il y a une force centripète qui domine la politique française. Elle n'épargne pas la gauche.

Et Mitterrand, dans le même numéro du Nouvel-Observateur, précise quant à lui :

(...) Dire que l'accord profite surtout au PC, je crois que c'est excessif. Il profite à la gauche, c'est tout. La lecture du programme de gouvernement montre, je le répète, que les thèses du socialisme démocratique ont été entendues et qu'elles constituent le fond de nos propositions. Plus le programme sera répandu et connu, mieux cela vaudra et plus on se rendra compte combien il est raisonnable et combien ses objectifs sont réalisables. Le Parti Socialiste est co-auteur du programme commun. S'il ne l'a pas assez fait savoir, eh bien, qu'il se dépêche de le faire. J'y veillerai. Cela dit, méfions-nous des réactions dela classe politique. Il y a moins d'un mois, il n'était bruit que des positions socialistes sur la Tchécoslovaquie et de l'affaire Abrassimov ! Aujourd'hui, on voudrait que le parti socialiste soit à la remorque !

5. SEULE LA DIRECTION DU PCF EST TRAITRE A SA CLASSE

Quant à la nature du PS, on nous pose la question dite de « méthode » : de quel parti bourgeois s'agit-il ? Il s'agit d'un parti ayant une direction, un appareil liés à la bourgeoisie et s'efforçant de capter dans une période de luttes ouvrières les voix de cette classe pour mettre en place une solution de rechange dans le cadre de l'Etat fort. C'est un parti qui mise sur la possibilité de faire jouer les contradictions du PCF à son profit, en l'intégrant, en l'attirant dans le jeu des institutions, en le compromettant et en le détachant de sa base ouvrière. C'est un parti (1) qui s'est lui-même compromis et usé en participant au pouvoir sous la IVème République et qui, ayant perdu toute base ouvrière, ne se reconstitue qu'en profitant des institutions de la Vème République, de la crise et de l'usure de la majorité, et en s'appuyant sur toutes les couches moyennes « archaïques » ou « modernes ».

Sur le tronc mort de l'ancien PS, une greffe a été faite : cette greffe nouvelle se développe indépendamment de l'arbre qui lui a donné naissance. Cette indépendance caractérise aujourd'hui l'appareil du PS qui n'est nullement lié à la classe ouvrière alors qu'il n'est pas encore lié à la grande bourgeoisie. Mais la direction dans laquelle se développe cette greffe est totalement différente de celle du tronc mort.

De Gaulle ne put s'imposer comme homme providentiel et ne put écraser électoralement le PCF que parce que celui-ci l'avait mis en selle au sortir de la Résistance. Les institutions mises en place par de Gaulle, aujourd'hui en déséquilibre, ont besoin que Mitterrand s'exerce au rôle d'apprenti-Bonaparte susceptible de désarmer une